

Titre et préambule, art. 1 et 2*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Präsident: Die einstimmige Kommission beantragt Zustimmung zum Bundesbeschluss in der Fassung des Ständerates, d. h. die Gewährleistung der Aenderung an der Verfassung des Kantons Waadt zurückzustellen, die übrigen Kantonsverfassungsänderungen jedoch zu gewährleisten.

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Schluss der Sitzung um 12.20 Uhr

La séance est levée à 12 h 20

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance

Mittwoch, 17. Dezember 1975, Nachmittag

Mercredi 17 décembre 1975, après-midi

16.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Etter

75.223

Initiative Ziegler-Genf.**Stimmrecht und Wählbarkeit für 18jährige****Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans***Wortlaut der Initiative vom 12. März 1975*

Artikel 74 Absatz 2 der Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Stimm- und wahlberechtigt bei solchen Abstimmungen und Wahlen sind alle Schweizer und Schweizerinnen, die das 18. Altersjahr zurückgelegt haben und nicht nach dem Recht des Bundes oder des Wohnsitzkantons vom Aktivbürgerrecht ausgeschlossen sind.

Texte de l'initiative du 12 mars 1975

L'article 74, 2e alinéa, de la constitution fédérale est modifié comme suit:

Tous les Suisses et toutes les Suissesses âgés de 18 ans révolus et qui ne sont pas privés des droits politiques par la législation de la Confédération ou du canton de domicile ont le droit de prendre part à ces élections et votations.

*Antrag der Kommission**Mehrheit*

Die Kommissionsmehrheit beantragt, der Initiative Ziegler-Genf keine Folge zu geben und sie abzuschreiben.

Minderheit

Die Kommissionsminderheit stellt den Gegenantrag, die Initiative sei gutzuheissen und dem Volke zur Abstimmung vorzulegen.

Motion der Kommission

Der Bundesrat wird ersucht, den eidgenössischen Räten im frühestgeeigneten Zeitpunkt eine Verfassungs-, beziehungsweise Gesetzesrevision vorzuschlagen, wodurch das Mindestalter für Stimmrecht und Wählbarkeit sowie die zivile Mündigkeit auf 18 Jahre herabgesetzt wird.

*Proposition de la commission**Majorité*

La majorité de la commission propose de ne pas donner suite à l'initiative Ziegler-Genève et de la classer.

Minorité

La minorité de la commission propose au contraire d'accepter l'initiative et de la soumettre au vote du peuple et des cantons.

Motion de la commission

Le Conseil fédéral est invité à proposer aux Chambres, dans les délais les plus favorables, une modification de la Constitution, respectivement du code civil, visant à abaisser à 18 ans l'âge exigé pour la majorité civique et civile.

M. Paganl soumet au nom de la commission le rapport écrit ci-après:

Le 12 mars 1975, M. Ziegler-Genève, conseiller national, a présenté une initiative individuelle sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, qui demande d'abaisser à 18 ans l'âge requis pour le droit de vote et l'éligibilité.

Lors de sa séance du 12 septembre 1975, la commission a entendu l'auteur de l'initiative exposer les raisons à l'appui de celle-ci, puis a entamé une discussion générale. Alors que 7 membres de la commission se sont prononcés en faveur de l'initiative, 8 conseillers nationaux s'y sont opposés. Un groupe de membres rejettent l'initiative pour des considérations de principe, d'autres l'acceptent en principe, mais considèrent qu'il serait erroné de soumettre déjà aujourd'hui l'innovation proposée au peuple.

Le 17 novembre 1975, la commission a adopté le présent rapport et décidé de déposer la motion cf. ci-dessus).

L'auteur de l'initiative a exposé les motifs ci-après: Depuis 1848, la situation des jeunes gens s'est fortement modifiée. Grâce à l'amélioration de l'instruction et aux moyens de communication de masse, la jeunesse est déjà informée très tôt des affaires de l'Etat. La famille d'aujourd'hui ou, de manière tout à fait générale, la société lui accorde une plus large autonomie allant de pair avec une plus grande capacité de prendre des décisions. A la différence de la réglementation s'appliquant au droit de vote et à l'éligibilité, diverses lois ont tenu compte de cet état de fait, en partie du moins. C'est ainsi que le code civil, s'il fixe la majorité à 20 ans, permet de déclarer majeur un jeune homme ou une jeune fille de 18 ans. La loi fédérale sur l'organisation militaire fait débiter l'obligation de servir dès l'âge de 19 ans révolus. Le revenu de mineurs est également impossible. Il convient aussi de rappeler à ce sujet que le certificat de «maturité» s'obtient généralement avant l'âge de 20 ans révolus. Dans ces conditions, il est compréhensible qu'une grande partie de la jeunesse considère comme insatisfaisante la situation actuelle qui l'empêche de participer aux affaires publiques. Notre système politique doit se fonder sur une large base et assurer la participation à la vie publique de milieux aussi étendus que possible de la population.

Considérations de la commission:

a. Une partie des membres constituant la majorité s'oppose en principe à l'abaissement de l'âge requis pour l'exercice du droit de vote et l'éligibilité. Un tel abaissement irait à l'encontre de la tendance qui a influé sur la modification d'autres lois, s'agissant d'étendre la protection accordée à la jeunesse. C'est ainsi que, lors de la révision de 1964 de la loi sur le travail, on a élevé de 18 à 19 ans l'âge minimum exigé des jeunes travailleurs; lors de la révision de 1971 du code pénal, on a créé un statut spécial pour les jeunes adultes, qui s'applique aux délinquants de 18 à 25 ans. La maturité politique des jeunes gens ne concorde pas avec leur développement physique, aujourd'hui plus avancé que par le passé. La plupart des jeunes gens de 18 à 20 ans ne s'intéressent même pas à un abaissement de la limite d'âge en question. La formation professionnelle et le développement personnel les met à si forte contribution qu'il n'y a plus guère de place dans leur vie pour la politique. Un abaissement de l'âge civique aurait pour conséquence un fléchissement supplémentaire de la participation au scrutin. En outre, l'impossibilité de voter ou d'être élu avant 20 ans a, fort mal à propos, été mise en évidence comme un problème majeur, alors que la Suisse doit actuellement s'occuper de questions bien plus importantes.

b. Une partie des membres de la commission est, en principe, favorable à la proposition de l'auteur de l'initiative. Toutefois, elle estime qu'il est encore prématuré d'abaisser l'âge requis pour le droit de vote et l'éligibilité. La modification proposée doit être réalisée du bas vers le haut, c'est-à-dire tout d'abord sur le plan communal et le plan cantonal avant de l'être au niveau de la Confédération. Si le Parlement soumettait déjà aujourd'hui au peuple la proposition de M. Ziegler, il courrait le risque d'être

désavoué en votation populaire. Un net rejet du projet aurait en outre pour conséquence de rendre plus difficile toute solution au sens de l'initiative. Les membres de la commission qui partagent cet avis se réfèrent aux résultats significatifs des votations qui ont eu lieu à ce sujet ces dernières années dans les cantons de Bâle-Campagne, Genève, Schaffhouse, Glaris, Bâle-Ville, Tessin, Zurich et Uri. Les projets y relatifs ont été nettement rejetés par le peuple.

c. Une forte minorité de la commission soutient l'initiative, estimant qu'il est politiquement indiqué de la soumettre dès maintenant au peuple. Attendre que l'évolution se produise à partir du bas ne ferait qu'apporter un inutile retard. Il est certain que chaque limite d'âge a quelque chose d'arbitraire, mais en moyenne les jeunes gens de 18 ans sont politiquement assez mûrs et s'intéressent suffisamment aux affaires publiques pour que le droit de vote ou l'éligibilité dans les conseils législatifs de la Confédération leur soit accordé. Ces jeunes gens sont capables d'assumer leur part de responsabilité et y sont disposés. Les expériences faites dans le canton de Schwyz, où les jeunes gens de 18 ans ont accès aux urnes, sont tout à fait positives. Les jeunes gens de 18 à 20 ans ne représentent à vrai dire qu'une faible part du corps électoral; ils n'ont pas le droit de participer aux affaires de l'Etat alors que le nombre des citoyens âgés s'est sensiblement accru au cours de ces dernières années. Il pourrait arriver que l'influence de ce groupe d'âge se fasse par trop sentir dans un sens plutôt conservateur. Les jeunes gens devraient pouvoir contribuer, par leur participation aux affaires, à aménager l'avenir du pays.

Quoi qu'il en soit, une majorité de la commission (compréhendant des députés favorables aux considérations mentionnées sous lettres b et c) estime que la majorité civique et la majorité civile ne devraient pas être traitées de manière différente. Celui qui peut se prononcer sur l'avenir de notre Etat, doit aussi être considéré comme majeur dans le domaine civil. En raison des résultats des votations cantonales, cette majorité renonce, dans les circonstances actuelles, à élaborer une proposition y relative et laisse au Conseil fédéral le soin de choisir le moment propice pour soumettre à l'Assemblée fédérale un projet y relatif, à la condition toutefois qu'il le fasse dans les délais les plus favorables.

M. Ziegler-Genève: Je vous lis le texte de mon initiative: l'article 74, 2e alinéa, de la constitution fédérale est modifié comme suit: «Tous les Suisses et toutes les Suissesses âgés de 18 ans révolus et qui ne sont pas privés des droits politiques par la législation de la Confédération ou du canton de domicile ont le droit de prendre part à ces élections et votations.» Il s'agit d'obtenir une votation populaire pour abaisser l'âge requis pour l'exercice du droit de vote et donner la maturité politique aux jeunes filles et aux jeunes gens de notre pays à 18 ans. La commission vous a remis un rapport écrit; moi-même, j'ai été battu sur ce texte d'initiative par 8 voix contre 7; à une voix de différence donc, la commission vous propose, dans le rapport écrit, de refuser l'initiative. Par contre, elle vous soumet une motion qui reprend pratiquement le même texte. A une voix de majorité, encore une fois, la commission n'a pas suivi l'auteur de l'initiative.

Je vous présente l'exposé des motifs de mon initiative tandis que M. Pagani défendra le rapport de la commission et la conclusion de ce rapport, c'est-à-dire la motion. J'en profite pour rendre hommage au président de la commission M. Pagani qui, avec une grande objectivité et un sérieux exemplaire, a présidé à nos débats.

L'exposé des motifs se divise en trois chapitres. D'abord, nous allons voir quelle est la situation actuelle dans notre pays, ensuite nous verrons quelles sont les mutations intervenues dans le paysage social et enfin nous verrons quelles forces s'opposent, dans les cantons et l'Etat central, à cette réforme fondamentale et nécessaire.

La première série de remarques concerne la situation actuelle. Cette situation est extrêmement confuse. Je vous donne quelques exemples: la fin de l'apprentissage, comme la fin de la scolarité secondaire, est acquise à 18 ans; la maturité en ce qui concerne le mariage est également atteinte à 18 ans, même à 16 ans pour les femmes; le service militaire s'effectue à partir de 18 ans. Bref, dans notre pays, il y a une maturité générale des jeunes gens à 18 ans, sauf au niveau politique où s'opère une discrimination. Nous disons aux jeunes qu'ils peuvent tout faire: aller au service militaire, payer des impôts, se marier mais qu'ils ne peuvent pas voter! C'est une absurdité. Il y a des chômeurs de 18 ans qui ne peuvent se prononcer sur la politique économique catastrophique du Conseil fédéral et du Parlement.

La deuxième absurdité, c'est le débat parlementaire passé et présent. Il y a un certain nombre de cantons où le droit de vote et d'éligibilité est acquis à 18 ans. Dans le canton de Schwyz, depuis toujours, depuis la fondation de notre Confédération, on vote à 18 ans. Dans le canton d'Obwald, à 19 ans. Le Grand Conseil neuchâtelois vient de décider qu'on votera à Neuchâtel à 18 ans; le Grand Conseil tessinois a pris la même décision. Au Grand Conseil du Valais, une motion pour le droit de vote à 18 ans a été refusée par le Conseil d'Etat, qui attend de connaître la décision de la Confédération à ce sujet. Le Conseil fédéral, de son côté, avant d'accorder le droit de vote à 18 ans, attend que les cantons en prennent la décision. Bref, entre les différentes autorités on se renvoie la balle en permanence. Et c'est la confusion, et c'est le refus de décider; cette situation ne peut plus continuer. Je ne suis pas le premier à défendre devant vous cette proposition et à demander la fin de la discrimination politique de nos jeunes concitoyens et concitoyennes. D'autres avant moi sont intervenus, comme M. Rasser, à qui le Conseil fédéral, avec beaucoup de ruse, a répondu que c'était une affaire tellement importante qu'il fallait la renvoyer à la révision totale de la constitution! Or vous savez comme moi que cette révision totale de la constitution viendra, si jamais elle vient, aux calendes grecques. Il n'est pas possible de maintenir cette ambiguïté, cette confusion législative, cette confusion du débat politique entre cantons et Confédération et surtout il n'est pas possible de maintenir cette discrimination politique des jeunes de notre pays. Il faut trancher. Il faut que M. Furgler se détermine clairement et dise si oui ou non il veut la fin de la discrimination et la maturité électorale à 18 ans.

J'ai choisi l'initiative pour provoquer une votation populaire puisqu'il n'est pas concevable juridiquement qu'une telle révision se fasse en dehors du cadre constitutionnel; le peuple en tout cas, quelle que soit sa décision, doit avoir la chance de voter et de se prononcer sur cette réforme fondamentale. Et s'il dit non, il dira non, s'il dit oui, heureusement, il dira oui. Il ne serait pas concevable que le Parlement, en refusant cette initiative, refuse au peuple le droit de se prononcer.

La deuxième série de remarques concerne les mutations. Un des très rares hommes d'Etat que notre pays ait connu, M. Tschudi, s'est attaqué le premier aux problèmes d'une politique de la jeunesse, il a compris que quelque chose avait fondamentalement changé dans notre pays. Il a chargé M. Gut de présider une commission d'experts qui a élaboré un important document, le rapport sur la jeunesse suisse – lecture obligatoire pour tout conseiller national qui veut comprendre son pays. De ce rapport, comme d'autres publications du professeur Heintz, de l'Institut de sociologie de Zurich, et du rapport Kellerhals, Bassand, Arnold, il ressort un fait, c'est la mutation profonde de la pyramide d'âge dans notre pays. Je ne veux pas vous ennuyer avec des raisonnements sociologiques, je serai bref sur ce point. Des mutations qualitatives se sont produites dans le paysage social suisse durant les trois dernières générations au moins dans deux secteurs. D'abord la socialisation du jeune homme ou de la jeune fille est beaucoup plus intense et beaucoup plus rapide.

Un jeune homme ou une jeune femme arrive à une maturité personnelle, sociale et économique beaucoup plus rapidement aujourd'hui qu'il y a cent ans. C'est une évidence absolue qui est confirmée et par le rapport Gut et par les enquêtes Kellerhals et par les enquêtes Heintz. Les sociologues sont d'accord: scolarisation accélérée, indépendance économique et sociale beaucoup plus rapidement atteintes, maturité sexuelle beaucoup plus précoce qu'il y a cent ans et ainsi de suite. Autrement dit, la maturité existentielle du jeune homme ou de la jeune femme est aujourd'hui beaucoup plus rapidement atteinte qu'il y a cent ans. On situe l'apparition de cette maturité existentielle, qui est définie sociologiquement, autour des 13/14 ans pour les deux sexes.

Deuxième mutation: les structures hiérarchiques qui gouvernaient la famille, l'école, l'Etat, l'armée – cela continue encore malheureusement dans le domaine de l'armée –, les secteurs essentiels de la vie des jeunes, se sont modifiées qualitativement, fondamentalement; les trois sources que je cite le montrent avec une clarté absolue. Les rapports entre maîtres et professeurs d'une part et écoliers et élèves d'autre part ont changé; aujourd'hui, ce sont des rapports de réciprocité plus que de hiérarchie et d'obéissance. Les rapports à l'intérieur de la famille ont fondamentalement changé. M. Furgler l'a dit lui-même, en tant que père de famille, lorsqu'il a commenté la nouvelle loi sur la filiation. La famille elle-même a changé, les structures et les relations de réciprocité et de complémentarité sont devenues les relations premières; les relations de soumission, d'obéissance et de hiérarchie sont devenues des relations secondaires.

En d'autres termes, dans tous les domaines de la vie concrètement vécus, le jeune homme, la jeune femme, vivent aujourd'hui en fonction de relations d'indépendance, de complémentarité, de réciprocité; celles-ci sont fondamentalement différentes des relations qui ont donné naissance à la loi telle qu'elle est. Or, quand une loi ne correspond plus à la réalité sociale d'un pays, il faut la changer; ou bien M. Furgler me démontrera que notre pays n'a pas changé, que la position du jeune homme et de la jeune femme, dans la vie, à l'école et partout est la même aujourd'hui qu'il y a cent ans et alors, en effet, il faudra refuser de mettre fin à la discrimination; ou bien il avouera que notre pays a fondamentalement changé et alors il se prononcera pour la maturité politique avancée.

Troisième et dernière série de remarques. Je voudrais raisonner dialectiquement et inversément. Quels sont les faits et raisons qui s'opposent, face à de telles évidences, à une révision de l'article constitutionnel 74? J'y vois trois raisons: la première, vous la comprendrez sans peine car vous êtes des femmes et des hommes motivés politiquement et je dirais presque électoralement. Eh bien! il est entendu – ce fait a été prouvé par les sondages sur la structure motivationnelle collective – que les jeunes, majoritairement, votent à gauche. C'est vrai et on peut citer des enquêtes: chaque fois que l'âge électoral a été abaissé à 18 ans, il y a eu déplacement au sein de l'électorat, vers la gauche. Mais cela n'a pas empêché un régime conservateur comme celui de M. Giscard d'Estaing, en France, d'accepter l'abaissement du droit de vote à 18 ans. Un régime aussi conservateur que le régime italien lui aussi a franchi ce pas pour abaisser l'âge électoral de 21 à 18 ans. Nous n'avons pas encore une majorité de gauche dans notre pays, malheureusement. Cependant, même dans des régimes proches du nôtre, qui ressemblent au nôtre, en fonction d'une exigence de justice on a fait le pas et on a mis fin à la discrimination frappant les jeunes citoyens.

Bien sûr, M. Furgler me dira que les cantons ont été consultés sur cette question. J'ai toute la documentation à ce propos. Il y a eu différentes votations dans différents cantons; elles ont bien ou mal tourné. La préconsultation est le fait, en général, des classes politiques installées au pouvoir. Dans différents cantons, elle a été malheureusement très souvent négative. Mais malgré cela, je crois

qu'on peut attribuer ce résultat à l'inertie ou plutôt à un souci d'autopréservation des élus politiques; telle est la raison pour laquelle les gens en place, les conseillers d'Etat, les députés et, en général, la classe politique installée dans les cantons a répondu négativement très souvent à la préconsultation, pour préserver des intérêts égoïstes qui ne sont pas conformes à la justice.

Il y a enfin un troisième groupe de personnes, dans notre pays, qui refuse, à travers les préconsultations et les débats, cette réforme fondamentale qui est l'abaissement de l'âge de la maturité politique. Il s'agit de tous ceux qui se réclament d'une idéologie discriminatoire dirigée contre les jeunes comme tels, qui plaident encore et contre toute évidence, en faveur du maintien de la soumission, de l'obéissance, de structures hiérarchiques dépassées par la vie elle-même.

Toutes ces forces existent. Elles s'expriment, je le répète, par le biais des procédures de préconsultations, des différents débats cantonaux; on les retrouve dans les rapports Gut, Kellerhals et Heintz; ce sont des forces réelles qui existent dans notre pays.

La presse de notre pays, par contre – je remercie le service de documentation de m'avoir fait un résumé aussi détaillé et aussi fourni – a pris fait et cause, dans son immense majorité, à quelque parti qu'elle se rattache, à quelque région linguistique ou à quelque religion qu'elle appartienne, pour la réforme fondamentale que nous discutons aujourd'hui.

Il y aura débat et le président de la commission interviendra. Puis les adversaires de cette réforme fondamentale interviendront certainement aussi. Je vais donc m'arrêter ici et conclure, conscient du fait que les quelques remarques schématiques que j'ai présentées n'ont de loin pas épuisé le débat.

Mes conclusions sont les suivantes: elles portent sur trois points qui relèvent tous de l'évidence. Dans un pays qui a profondément changé durant les derniers 100 ou 150 ans, il s'agit de mettre fin à une loi qui a été conçue en fonction d'une société différente, celle de la Suisse de la fin du XIX^e siècle. Il s'agit de mettre fin à la discrimination politique frappant de jeunes citoyens et citoyennes, de leur donner la possibilité – puisqu'on leur demande de payer des impôts, de faire du service militaire, puisqu'on leur permet de se marier à 18 ans – de participer à la gestion des affaires publiques et ceci avec un droit de vote démocratique. Cette première remarque tient en une phrase: le pays a changé profondément, la loi est dépassée; or une loi dépassée est une loi injuste, elle doit être modifiée.

Deuxième point de la conclusion: il s'agit de plus, et d'autres choses encore, que de réparer une injustice faite à un pourcentage de notre population. Il s'agit aussi de quelque chose de plus important encore, à savoir de donner à la démocratie les bases larges solides, puissantes dont elle a besoin, tout particulièrement en cas temps de crise.

Il serait extrêmement dangereux de renvoyer dans la marginalité, dans la non-participation institutionnelle légalisée et ratifiée par la constitution, des dizaines de milliers de jeunes citoyens et citoyennes qui veulent participer activement et démocratiquement à la vie politique et à la gestion des affaires publiques de notre pays. Nous n'avons pas le droit de continuer à les renvoyer discriminatoirement à la marginalité, à une politique de contestation qui ne rencontre jamais de réponses institutionnelles.

Nous sommes ici à un carrefour extrêmement important pour l'avenir de notre pays, au sein duquel des mutations importantes sont intervenues, mutations que les jeunes assument et auxquelles, très souvent, ils répondent à leur manière qui, parfois, n'est pas celle que les aînés souhaitent.

Une dernière remarque, qui va tellement de soi que j'hésite de la formuler devant vous. Nous ne devons plus monopoliser le débat par des intrigues parlementaires, par des jeux de couloirs, par des alliances entre groupes, en-

tre partis, entre majorités ambulantes, par des affinités personnelles, politiques, économiques et autres. Dans un débat comme celui-là, c'est le peuple qui doit trancher. Il n'est pas admissible qu'en Valais, le Conseil d'Etat réponde que lorsque la Confédération aura bougé, il bougera aussi, pendant que le Conseil fédéral répond à l'auteur de l'initiative que quand les cantons auront pris une décision positive, la Confédération bougera peut-être...

Nous devons aujourd'hui donner la parole au peuple suisse. Nous devons lui donner la possibilité de se prononcer sur ce problème fondamental: voulons-nous ou ne voulons-nous pas continuer à exercer une discrimination politique évidente à l'égard de nos jeunes concitoyens et concitoyennes? En d'autres termes, voulons-nous donner à tous à partir de l'âge de 18 ans le droit de participer à la démocratie et à la gestion des affaires publiques?

Bloquer le débat, le maintenir à tout prix dans les couloirs feutrés du Palais fédéral, refuser le débat public et le verdict du peuple serait aujourd'hui la pire des erreurs. Je vous prie de ne pas la commettre et d'accepter mon initiative.

Zwygart: Hier wird ganz bewusst ein Problem hochgespielt, das gesamtschweizerisch gar kein Problem ist. Wenn Herr Ziegler behauptet, es sei «un problème urgent», wage ich zu behaupten, dass es nur ein künstlich geschürtes Feuerchen sei. Er hat nun zehnmal von der Diskriminierung unserer Jugend gesprochen. Wenn man das immer wieder und wieder sagt, gibt es einige, die es schliesslich glauben, sie seien diskriminiert.

Dass es Herrn Ziegler mit seiner Initiative selber gar nicht sehr ernst ist, hat er dadurch bewiesen, dass er bei der zweiten Sitzung unserer Kommission überhaupt nicht erschien. (Heiterkeit)

Bei uns wird der Bursche mit 20 Jahren mündig und wehrpflichtig. Somit ist es logisch, dass er in diesem Zeitpunkt auch das Stimm- und Wahlrecht erhält. Rechte und Pflichten erwachsen ihm zu gleicher Zeit. Von einer grossen Mehrheit des Volkes wird das als richtig empfunden, wie das auch die bisherigen entsprechenden Abstimmungen in sieben Kantonen – worunter auch der Kanton unseres Herrn Ziegler – deutlich bewiesen haben. Wer nicht studiert, tritt ungefähr mit 20 Jahren ins Erwerbsleben ein und wird damit auch steuerpflichtig. Die Jüngeren leben noch auf Kosten der Eltern und der Allgemeinheit. Es ist deshalb widersinnig, die jungen Leute an die Urnen rufen zu wollen, um über die Höhe der Steuern zu entscheiden, die die anderen zu bezahlen haben. Wenn sich unsere 18jährigen voll der Berufsausbildung oder dem Studium widmen, haben sie kaum Zeit, sich noch mit der Politik zu befassen. Es ist einfach nicht wahr, dass sich unsere Jungen diskriminiert vorkommen, wenn man sie nicht dazu aufwiegelt.

Es wurde auch gesagt, man könnte der Initiative entsprechen und sie vor das Volk bringen; sie werde ohnehin – wie das bisher in den Kantonen der Fall war – haushoch verworfen. Das finde ich nicht richtig, denn der Abstimmungskalender ist für die nächste Zeit ohnehin überladen. Die Umtriebe und zusätzlichen Kosten, die immer entstehen, kann man einsparen.

Es ist nicht ausgeschlossen, dass mit der Zeit die Herabsetzung des Stimmrechtsalters gesamtschweizerisch wirklich aktuell wird. Zuerst muss diese Frage aber in den Gemeinden und Kantonen gelöst werden; der klare Volkswille muss sich dort manifestieren, wie es seinerzeit beim Frauenstimmrecht der Fall war. Erst dann dürfte die Zeit für eine gesamtschweizerische Lösung gekommen sein. Wir müssen bedenken, dass es sich dabei um eine Verfassungsänderung handelt, die auch das Ständemehr erfordert, was heute absolut keine Aussicht auf Erfolg hätte.

Im Kanton Schwyz haben die 18jährigen das Stimm- und Wahlrecht. Man hat dort – wie zu erfahren ist – gute Erfahrungen damit gemacht. Das ist erfreulich. Diese Basis ist aber unbedingt zu schmal, um ein gesamtschweizerisches Vorgehen zu rechtfertigen. Herrn Ziegler möchte ich den

Rat geben, erst seinen eigenen Kanton zu einer Verwirklichung dieser dringlich empfohlenen Initiative zu bringen. Dann erst wird er legitimiert sein, mit seiner Vorlage auf das gesamtschweizerische Parkett zu kommen.

Im Namen unserer Fraktion empfehle ich Ihnen, der Initiative und der Motion nicht stattzugeben.

Frau Sahlfeld: Ich habe den Auftrag, die Unterstützung der Initiative Ziegler durch die SP-Fraktion bekanntzugeben. Diese Unterstützung ist zustande gekommen, weil wir von der Sache überzeugt sind.

Auf die Wiederholung von grossen Theorien über die Jugend und deren Entwicklung möchte ich verzichten; ich möchte auch nicht die Argumente, die dafür sprechen, noch einmal wiederholen, denn was gesagt werden kann, ist bereits bei früheren Vorstössen gesagt worden, und zum Teil sehr gut. Ich muss gestehen, sachliche Gründe dagegen zu finden, ist mir schwer gefallen. Man kann sich darüber streiten, ob der Weg der Initiative der richtige sei. Die SP-Fraktion ist der Meinung: ja; denn das Problem ist schon seit längerer Zeit beim Bundesrat anhängig, und prinzipiell wird die Sache von weiten Kreisen und vielen Parlamentariern bejaht; so gilt es jetzt endlich Farbe zu bekennen vor dem Volk und nicht weiterhin den Schwarzen Peter dem Bundesrat zuzuschieben.

Ich möchte noch ein paar persönliche Gedanken an diese Einleitung anfügen. Ich bitte Sie, eines ganz klar vor Augen zu sehen, nämlich dass mit dem Ausdehnen des Stimmrechts auf die 18- bis 20jährigen kein Umsturz möglich ist. Zahlenmässig fällt diese Gruppe nicht so ins Gewicht, dass sie durch ihr Verhalten an der Urne unsere liebe Schweiz in Gefahr bringen könnte; im Gegenteil, das Anteilhaben an Aufgaben und das Verantwortungübernehmen wird sich integrierend auswirken. Diejenigen Jugendlichen, die sich wirklich für die Politik interessieren, werden in die Politik hineinwachsen – und das zu junger und guter Zeit – und müssen nicht länger abseits stehen. Zudem haben wir noch eine andere Möglichkeit: Wir können die jungen Leute direkt von der Theorie im staatsbürgerlichen Unterricht her zur Praxis heranzuführen. Unsere Demokratie lebt nun einmal davon, dass möglichst breite Bevölkerungsschichten die Möglichkeit haben, sich an den politischen Entscheidungen zu beteiligen.

Ich gebe zu, dass es hart sein mag, als Privilegien verstandene Rechte an weitere Kreise abzutreten. Vielleicht fällt mir das als Frau leichter, weil das Stimmrecht für mich nicht ein altes Privileg ist, sondern ein neu erworbenes Recht. Und Herrn Zwygart möchte ich sagen: Wenn wir auch bei diesem Problem auf dem Weg von unten nach oben beharren, dann werden wir es noch lange vor uns herschieben; ich bin den Miteidgenossen dankbar, dass ich als St-Gallerin gewissermassen das Stimmrecht dank den übrigen Miteidgenossen erhalten habe, sonst würde ich vielleicht heute noch darauf warten. Auch wenn die Jugend von ihrem Recht keinen grossen Gebrauch machen wird, so sollte uns das nicht daran hindern, es für diejenigen freizugeben, die daran in die Politik und in unser Staatswesen hineinwachsen können.

Sollte die Initiative keine Mehrheit erreichen, so wird die Fraktion der Sozialdemokraten selbstverständlich die Motion unterstützen.

Dürr: Unser Rat musste in letzter Zeit verschiedentlich zu gleichlautenden parlamentarischen Vorstössen Stellung nehmen. 1970 behandelten wir ein Postulat Tanner und der Ständerat ein Postulat Ulrich, 1972 war es eine Motion unseres Ratskollegen Schaller. Die Summe der Pro-Argumente reichte schwach aus, um das Begehren auf Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters als Postulat zu überweisen. Alle Vorstösse sind noch hängig. Trotzdem muss sich unser geduldiges Parlament einer Prozedur unterziehen, dessen Anstoss sicher nicht vordringlich wäre. Wie mir scheint, hat der Bundesrat zu Recht die Ausarbeitung von Reformvorschlägen unterlassen bzw. verschoben. Die in der Zwischenzeit äusserst klaren negativen Volks-

entscheide in acht Kantonen sprechen eine deutliche Sprache. Es wäre sicher sinnlos, solche Aussagen des Souveräns unbeachtet zu lassen. Wenn der Vorwurf an das Parlament, man politisiere am Volk vorbei, irgendwo seine Berechtigung hat, dann bei diesem Geschäft, wollte man es nach Meinung des Initianten im jetzigen Zeitpunkt erzwingen.

Die christlichdemokratische Fraktion, für die ich die Ehre habe zu sprechen, steht dieser gesellschaftspolitisch bedeutsamen Reform grundsätzlich nicht ablehnend gegenüber. Die Mehrheit der Fraktion ist allerdings der Meinung, dass eine Aenderung bzw. Herabsetzung der Volljährigkeit gleichzeitig in zivilrechtlicher und öffentlich-rechtlicher Hinsicht behandelt werden muss. Mit der Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters ist auch die Herabsetzung des Mündigkeitsalters zu vollziehen und somit eine Aenderung des ZGB vorzunehmen. Allerdings ist sehr fraglich, ob sich die Jugendlichen in der Mehrzahl für ein früheres Engagement an staatspolitischen Aufgaben interessieren. Wahl- und Abstimmungsergebnisse beweisen das Gegenteil. Selbst Situationen von scheinbar politisch Interessierten, wie sie lautstark an Hochschulen und anderen Institutionen zum Ausdruck gebracht werden, können über diese Tatsache nicht hinwegtäuschen. Die Bewusstseinsbildung für diese Aufgabe muss ernsthaft geschehen und braucht daher Zeit. So etwas kann nicht kurzerhand dekretiert werden und muss darum von unten her wachsen. Zuerst aber müssen wir ein Rezept finden, um die 20jährigen an Gemeindeversammlungen und Urnen zu bringen.

Wir lehnen die Initiative ab, der Uebernahme als Postulat kann nicht entgegengetreten werden.

Schaller: Ich kann nicht im Namen meiner Fraktion sprechen. Ich war Mitglied der Kommission, und die Kommission hat meine Meinung kennengelernt. Ich muss aber sagen, dass ich weder die Möglichkeit sehe noch die Absicht habe, hier ein begeisterndes Votum für die Herabsetzung des Mindestalters für das Stimmrecht noch für die Wählbarkeit mit 18 Jahren abzugeben. Schon vor 20 Jahren bin ich in grossen Versammlungen unserer Freisinnig-demokratischen Partei für dieses Postulat eingestanden und habe grossmehrheitlich Zustimmung gefunden. Ich muss Ihnen ganz offen sagen, dass ich nach wie vor für das Stimmrecht und die Wählbarkeit des Schweizer Bürger und Schweizer Bürgerinnen mit 18 Jahren bin, und habe das auch in der Kommission des Nationalrates dargetan. Aber Herr Ziegler ist zu früh gekommen. Er hat die politischen Realitäten verkannt; er hätte sie erkennen können anlässlich der Sitzungen unserer nationalrätlichen Kommission. Bei der letzten hat er leider gefehlt. Ich muss darauf hinweisen, dass die Resultate aller Abstimmungen in den Kantonen der letzten Zeit aufgezeigt haben, dass die Situation für dieses Postulat des Stimm- und Wahlrechts für Achtzehnjährige höchst ungünstig ist. Immerhin möchte ich daran erinnern, dass es Kantone gibt, wie z. B. den Kanton Schwyz, die das Stimm- und Wahlrecht für Achtzehnjährige haben und keine schlechten Erfahrungen damit gemacht haben. So verrückt ist also die Forderung nicht. Man kann auch ruhig darauf hinweisen, dass die heutige nachwachsende junge Generation einen recht guten Stand der politischen, der wirtschaftlichen und überhaupt der allgemeinen Einsicht aufweist.

Wie sollte es anders sein bei der guten Ausgestaltung des Unterrichts auf allen Stufen unserer Schulen und Mittelschulen. Warum sollen wir jetzt diese Angelegenheit forcieren? Der Zeitpunkt ist sicher für diesmal nicht günstig. Was am meisten schaden würde, Herr Ziegler, ist, wenn wir in der Volksabstimmung in eine neue Niederlage hineinschlittern würden, und dies mit sozusagen offenen Augen. Ich sehe kein anderes Resultat voraus, als eine sehr starke Ablehnung dieses an sich nicht unberechtigten Postulates. Ich empfehle aber, die Initiative in der Form eines Postulates zu überweisen; damit tut man niemandem weh und tut niemandem unrecht. Es würde bei der nachwachsenden Generation nicht den besten Eindruck ma-

chen, wenn man dieses Problem, das tatsächlich besteht einfach unter den Tisch wischt.

Nebiker: Es ist klar: Es gibt keine ernsthaften sachlichen Gründe, die gegen die Herabsetzung des Stimm- und Wahlrechtsalters sprechen. In dieser Beziehung müsste man eigentlich dem Initianten recht geben. Beispielsweise ist auch das Argument, die Stimmbeteiligung würde relativ zurückgehen, nicht stichhaltig. Es kommt nicht auf die relative, sondern auf die absolute Zahl der Stimmen an. Wenn man den Kreis der Stimmenden und Wählenden vergrössert, wird natürlich auch die absolute Zahl derjenigen grösser, die sich am politischen Entscheid beteiligen. Mit 18 Jahren wäre es gerade ein junger Kreis, der die Zukunft noch vor sich hätte. Was man sich wünscht, wäre gerade, die Gruppe der Jungen einzubeziehen, denn die Demokratie lebt davon, dass eine grosse Zahl von Stimmberechtigten mitmacht. Trotzdem beantrage ich namens der SVP, der Initiative Ziegler keine Folge zu leisten, denn man muss Realist sein. Es ist absolut ausgeschlossen, dass diese Initiative durch das Volk angenommen würde. Alle Abstimmungen in den Kantonen haben einen eher grossen Nein-Ueberschuss gebracht, obschon das politische Establishment, alle Parteien und auch die Parlamente jeweils für die Herabsetzung eingetreten sind. Man hat also auf eidgenössischer Ebene ganz sicher keine Chancen. Im Gegenteil, eine negative Volksabstimmung würde nur dazu führen, dass das Problem auf manche Jahre hinaus nicht mehr zu lösen wäre.

Gerade heute morgen habe ich einen sehr negativen Eindruck erhalten. Kollege Flubacher und ich haben eine Gruppe von 100 Gewerbeschülern durch das Bundeshaus geführt und mit diesen anschliessend noch eine Stunde lang diskutiert. Unter anderem stellten wir auch die Frage: Wie stellt Ihr Euch zum Stimmrechtsalter für Achtzehnjährige? Das Ergebnis der Abstimmung war enttäuschend. Von den 100 Gewerbeschülern im Alter von 16-18 Jahren stimmten ganze 12 für das Stimmrecht mit 18 Jahren. Die Mehrheit erklärte, sie hätte jetzt keine Zeit, sich damit abzugeben, sie seien daran nicht interessiert oder nicht motiviert. Kein einziger Schüler konnte angeben, er sei nun wirklich daran interessiert, es gehe um Sein oder Nichtsein, ob er das Stimmrecht hätte oder nicht. Ich persönlich bin ein starker Befürworter des Stimmrechtes für Achtzehnjährige. Deshalb war diese Umfrage für mich eine Enttäuschung. Wir müssen an einem anderen Ort, nämlich beim staatsbürgerlichen Unterricht ansetzen und ein Interesse der Jungen für die politischen Angelegenheiten wecken. Dann wird es möglich sein, das Stimmrecht für Achtzehnjährige von unten nach oben einzuführen; es wäre falsch, mit einer Gewaltaktion quasi von oben her zu diktieren, wenn kein lebhafteres Interesse dafür vorhanden ist.

Ich beantrage Ihnen deshalb, der Initiative Ziegler keine Folge zu geben und die Motion ebenfalls abzulehnen.

M. Gautier: J'ai le privilège de voir tous les jours beaucoup de jeunes, beaucoup d'enfants, pour des raisons professionnelles – j'en vois un peu moins, je dois le dire, quand je suis à Berne dans ce Parlement, mais enfin j'en vois quand même. C'est pourquoi j'ai une sympathie certaine pour la jeunesse et s'il m'avait été possible de suivre l'idée de M. Ziegler, c'est avec beaucoup de plaisir que je l'aurais fait, mais je ne le pourrai pas parce que, à mon avis, son initiative vise un but qu'il n'est ni possible ni souhaitable d'atteindre, un but qui d'ailleurs – M. Nebiker le disait tout à l'heure – n'est même pas souhaité, et ceci pour plusieurs raisons.

Si vous le permettez, je voudrais tout d'abord revenir sur quelques-uns des arguments que M. Ziegler donne dans son exposé des motifs. M. Ziegler nous dit d'abord, parlant de la jeunesse: «La société lui accorde une plus large autonomie, allant de pair avec une plus grande capacité de prendre des décisions.» Je veux bien, mais je ne suis malheureusement pas persuadé que cette plus grande au-

tonomie entraîne *ipso facto* une plus grande capacité de prendre des décisions, ce serait trop beau! Je ne pense pas qu'il suffise d'accorder l'autonomie à quelqu'un pour que, du même coup, il soit capable de prendre des décisions. L'un n'entraîne pas forcément l'autre et je ne suis pas persuadé qu'en ce qui concerne les jeunes dont nous parlons aujourd'hui ce soit le cas. En effet, nous connaissons tout les différents problèmes qui se posent à la jeunesse et qui nous sont posés par la jeunesse, problèmes qui sont sans doute dus en grande partie justement au fait que de cette autonomie qu'on a donnée à la jeunesse, elle n'a pas toujours la capacité d'en faire le meilleur usage possible.

Un second argument de l'exposé des motifs de M. Ziegler m'a beaucoup frappé. Il a écrit: «Il convient aussi de rappeler que le certificat de maturité s'obtient généralement avant l'âge de 20 ans révolus.» Je me suis demandé en lisant ce texte si M. Ziegler avait voulu faire un mauvais jeu de mots et s'il pensait que le certificat de maturité voulait dire que ceux qui l'obtenaient étaient vraiment mûrs. Or la maturité n'a jamais eu cette signification; elle signifie que l'on a fini ses études secondaires avec succès. Dans d'autres pays, cela s'appelle le baccalauréat. Ce serait une grave erreur de croire qu'en sortant des écoles secondaires on est prêt à affronter toutes les difficultés de l'existence et à les résoudre. Je pense même qu'au contraire, des garçons ou des filles de 18 ou 19 ans qui sortent du collège ou du gymnase sont généralement moins bien préparés à résoudre ces problèmes que ceux qui ont déjà été confrontés plus durement aux réalités de l'existence par un apprentissage ou parce qu'ils ont déjà dû gagner leur vie.

Troisième point. M. Ziegler nous a dit tout à l'heure que les gens s'opposaient au droit de vote à 18 ans pour deux raisons que je voudrais relever: d'abord parce que cela donnerait une opinion publique pouvant s'exprimer qui voterait plus à gauche. C'est paraît-il le résultat d'études sociologiques très savantes. L'ennui, c'est que, en fait, dans les pays où l'on a abaissé le droit de vote à 18 ans le glissement à gauche ne s'est pas produit. C'est curieux! Personnellement, il est vrai, je ne suis pas étonné que les faits donnent tort aux sociologues, ce sont des choses qui arrivent quelquefois, Monsieur Ziegler.

Un autre argument que M. Ziegler prête à ceux qui s'opposent au droit de vote à 18 ans est que ceux-ci veulent faire de l'autoprotection, que les magistrats en place, les députés, cherchent à sauvegarder leur place en empêchant les jeunes d'y arriver. Mais, Monsieur Ziegler, une fois de plus les faits vous donnent tort! Dans les huit cantons qui viennent, par vote populaire, de refuser le droit de vote à 18 ans, sauf erreur de ma part, huit fois les députés au Grand Conseil avaient accordé ce droit de vote. Ce ne sont donc pas les hommes politiques qui refusent le droit de vote à 18 ans, c'est le peuple et c'est tout différent.

Enfin, il y a encore quelques arguments que l'on peut invoquer contre le droit de vote à 18 ans. Il pourrait paraître étonnant qu'hier nous ayons voté une modification du code civil qui oblige des parents à entretenir leurs enfants et à leur procurer les moyens d'acquiescer une formation professionnelle jusqu'à 25 ans, alors qu'ils seraient majeurs à 18 ans déjà – on a allongé le délai dans ce domaine. Autre chose: les pénalistes nous expliquent que la majorité, la maturité, la pleine responsabilité en matière pénale n'est acquise qu'à 25 ans. Comme le rapport du président de la commission le rappelle, nous avons introduit dans le code pénal des dispositions spéciales pour les jeunes entre 18 et 25 ans. Cela veut-il dire que les jeunes entre 18 et 25 ans sont plus mûrs que dans le temps? Et là j'en viens au fond du problème. M. Ziegler nous a dit que les jeunes étaient plus mûrs actuellement qu'il y a un siècle. Monsieur Ziegler, je suis désolé, mais vous êtes en contradiction avec la plupart des psychologues. Vous êtes peut-être d'accord avec les sociologues, mais en désaccord avec les psychologues. Ceux-ci nous

apprennent que, si le développement physique et le développement intellectuel se sont accélérés chez les jeunes dans ce dernier quart de siècle en tout cas, leur développement psychologique et celui de leur sens de la responsabilité – ce n'est peut-être pas exactement le mot que je voudrais employer – leur maturation psychologique se fait plus tard qu'il y a vingt-cinq ou cinquante ans. Les psychologues nous l'expliquent d'ailleurs d'une manière assez intéressante, par la permissivité toujours plus grande de notre société vis-à-vis de la jeunesse. Les psychologues ont démontré, ou pensent avoir démontré que le développement psychologique se faisait chez l'enfant et chez l'adolescent d'autant plus vite que l'enfant ou l'adolescent étaient l'objet de contraintes – je ne veux pas dire par là qu'il faut augmenter les contraintes chez les enfants ou chez les adolescents. Le développement psychologique se produit donc un peu plus tard lorsque la société devient plus permissive. Tout bien considéré, je pense qu'il n'est pas souhaitable actuellement de donner le droit de vote à 18 ans. Du reste, je le répète, huit cantons ont, au cours de ces dernières années, refusé ce droit de vote et si j'étais réellement méchant et vraiment réactionnaire, Monsieur Ziegler, je soutiendrais votre initiative afin que le peuple soit appelé à se prononcer et qu'il la balaie une bonne fois pour toutes. Ainsi pendant dix ans en tout cas nous n'entendrions plus parler de ce problème. Mais je pense que le peuple suisse vote déjà bien assez souvent et que si l'on peut lui épargner cette votation qui, nous le savons d'avance, sera négative, ce serait plutôt une bonne chose.

Quant à la motion de la commission, elle a pour moi au moins un avantage, elle en a même deux. Le premier, c'est qu'elle demande non seulement un ajustement de la majorité civique mais qu'elle l'accouple avec la majorité civile, ce que vous n'avez pas voulu et je le regrette parce qu'il peut paraître absurde de donner le droit de vote aux jeunes en leur refusant le droit de gérer leurs propres affaires. Et surtout, cette motion est rédigée d'une manière tellement aimable, tellement douce, que c'est presque un postulat. Quant on dit: «Le Conseil fédéral est invité, dans les délais les plus favorables...», que veut-on dire par «les plus favorables», «les délais les plus favorables», à quoi ou à qui? S'agit-il des délais les plus favorables à un vote positif du peuple? Si tel est le cas, je suis prêt à voter la motion parce que je pense qu'il s'écoulera encore pas mal d'années avant que le Conseil fédéral se risque à faire une telle proposition.

Dans tous les cas, je propose à ce Conseil de refuser l'initiative de M. Ziegler.

Alder: Zuerst ein persönliches Wort an Herrn Zwygart. Herr Zwygart, Sie haben Ihre Ausführungen zu diesem Geschäft mit einer Bemerkung an Herrn Ziegler persönlich eingeleitet, indem Sie darauf hingewiesen haben, es sei Herrn Ziegler gar nicht ernst mit dieser Sache. Ich weiss nicht, wie ernst es Herrn Ziegler mit dieser Sache ist; ich habe nämlich nie mit ihm über das Geschäft gesprochen. Persönlich gehe ich davon aus, dass, wenn ein Parlamentarier in diesem Hause einen Vorstoss unternimmt, es ihm damit ernst ist. Bis zum Beweis des Gegenteils unterstelle ich das auch Herrn Ziegler. Wie dem auch sei, wir diskutieren hier nicht über Herrn Ziegler und seine Präsenz an den Sitzungen, sondern wir diskutieren über das Geschäft. Ich räume auch ein, es handelt sich hier um eine Angelegenheit, die keinesfalls an den Grundfesten unseres Staates zu rütteln vermag. Die Frage der Einführung des Frauenstimmrechtes war viel eher etwas, das in dieser Richtung ging. Man hat damals das Geschäft auch nicht im ersten Anlauf erledigen können; Sie erinnern sich alle daran.

Das ist nun auch das Hauptargument, das gegen den Vorstoss von Herrn Ziegler in diesem Saale wiederholt vorgebracht wurde: Er komme zur falschen Zeit. Herr Gautier hat gesagt, man solle ruhig über diese Geschichte abstimmen, dann sei sie nämlich sicher begraben, bzw. wenn

man die Motion gutheisse, dann sei er ganz sicher, dass es sehr lange gehe, bis ihr vom Bundesrat tatsächlich entsprochen werden könne; mag sein! Mag sein, dass die negativen Resultate in den Kantonen über die Einführung des Stimm- und Wahlrechtes für 18jährige ein ungünstiges Vorzeichen für eine eventuelle eidgenössische Abstimmung über das gleiche Thema sind. Ich möchte das nicht von der Hand weisen. Ich gebe in diesem Sinne auch Herrn Nebiker recht, der sich aus grundsätzlichen Erwägungen für das Anliegen von Herrn Ziegler ausgesprochen hat und nur wegen dieses Zeitmomentes dem Vorstoss keine Folge geben möchte.

Indessen: es sind noch weitere Argumente vorgetragen worden, das Problem der Reife zum Beispiel. Ich glaube, wir können hier nicht entscheiden, ob einer mit 18 oder mit 19 oder mit 20 Jahren reif ist für politische Entscheidungen; man kann das nicht generell sagen. Für mich ist das ganze Problem vielmehr eine Frage des Interesses. Hier muss ich darauf hinweisen, dass wir das allgemeine Stimm- und Wahlrecht in der Schweiz nicht für jene haben, die sich nicht für die Politik interessieren, sondern wir haben es für jene, die sich für Politik interessieren. Man hat schon früher, in den Zeiten, als es um die Einführung des Frauenstimmrechtes ging, so argumentiert. Man hat auch damals gesagt, die Frau gehöre in die Küche, zu den Kindern und allenfalls in die Kirche, aber nicht an die Urne, und sie wolle letzteres auch gar nicht. Tatsächlich gab es Vereinigungen, die sich diesen drei K verschrieben hatten und dem zustimmten. Es gab aber bekanntlich auch andere, es gab auch andere Gruppierungen, die sagten: Nein, wir sind an der Politik interessiert. Das Stimm- und Wahlrecht wollen wir nun eben diesen Leuten einräumen, sofern sie über gewisse Voraussetzungen verfügen, Voraussetzungen namentlich in bezug auf Ausbildung und allgemeines Wissen. Ich glaube nicht, dass 18jährige einen deutlichen Rückstand in bezug auf Ausbildung und allgemeines Wissen im Verhältnis zu 20jährigen aufweisen. Im Gegenteil. Es ist vorhin mit Recht darauf hingewiesen worden, es gehe nicht um die Maturanden, die das Zeugnis der Reife erhalten, wie es so schön heisst, sondern es gehe in weit grösserem Umfange um unsere Gewerbeschüler, um jene, die einen Beruf ergreifen und ungefähr mit 18, vielleicht auch mit 19 Jahren, die Berufslehre abgeschlossen haben. Diese Schüler sind heute meistens im Genuss des staatsbürgerlichen Unterrichts, viel mehr als in unsern Gymnasien, und sie werden viel intensiver mit den Fragen unseres Staates und unseres Staatswesens konfrontiert, als dies gerade in den Gymnasien der Fall ist. Hier ist die Möglichkeit, das Interesse an der Politik und an unserem Staatswesen zu wecken. Und was geschieht nun? Diese Jugendlichen kommen aus der Lehre heraus und stürzen gewissermassen in eine staatsbürgerliche Lücke. Denn sie können das ja gar nicht praktisch ausüben und anwenden, was sie in ihrer Lehre im Rahmen des staatsbürgerlichen Unterrichts gelernt haben. Aus diesem Grunde und für jene Jugendlichen, die tatsächlich im Rahmen dieses Unterrichts Interesse an unserem Staat gefunden haben, bin ich für den Vorstoss von Herrn Ziegler, für die Reduktion des Stimm- und Wahlalters auf 18 Jahre.

Herr Nebiker hatte recht, als er sagte, die Frage der Stimmbeteiligung könne hier nicht angezogen werden. Das ist eine rechnerische Angelegenheit. Es geht wirklich nicht um die Stimmbeteiligung, sie interessiert in diesem Zusammenhang nicht. Interessieren kann nur, ob man jenen, die dazu fähig sein sollten und auch das entsprechende Interesse haben, die entsprechenden staatsbürgerlichen Rechte gewährt.

Ich habe die Ehre gehabt, während bereits vier Jahren diesem Rate anzugehören, und unzählige Male habe ich feststellen müssen, dass Vorstösse, die materiell durchaus Sympathie fanden, mit dem Argument hinausgeschoben worden sind, die Zeit sei dafür noch nicht reif. Wie oft wird das in diesem Saale so gemacht! Immer wieder! Man hat alle Mühe, mit einem Antrag aus dem Rate heraus einmal direkt durchzustossen. Es gibt bestenfalls eine Motion,

in der Regel aber nur ein Postulat, das man prüft, und das heisst, die Sache wird schubladisiert. Herr Gautier hatte ganz recht, wenn er sagte, es gehe dann «pas mal d'années», bis das Anliegen wieder vor den Rat komme. So ist es tatsächlich, wenn Sie bloss das Postulat oder die Motion überweisen. Das hat doch gar keinen Sinn. Entweder stimmen wir diesem Vorstoss von Herrn Ziegler zu, z. B. aus den Erwägungen, die ich hier angestellt habe, oder dann bestatten Sie diese Geschichte, aber dergleichen tun und tun als ob, indem man ein unverbindliches Postulat überweist, nein, das könnte ich Ihnen nicht empfehlen.

M. Villard: Je suis partisan de l'initiative Ziegler, mais je ne sais si je rends un service éminent à ce cher ami en montant à cette tribune pour la défendre. Enfin, je vais essayer car si cette initiative n'avait pas été déposée, je l'aurais fait moi-même. J'ai seulement hésité justement à cause de ce qui vient d'être dit ici, et en raison de l'attitude de quelques-uns de nos collègues à l'égard de certains problèmes. Nous connaissons tous les résultats négatifs enregistrés dans divers cantons où la question a été posée. Le souverain a décidé de ne rien changer, comme il l'a fait autrefois en matière de suffrage féminin. On ne change pas d'anciennes habitudes si profondément ancrées sans quelques difficultés. Et pourtant – Jean Ziegler l'a souligné – de profondes transformations sont en cours dans notre société, transformations dont nous devrions tenter de tenir compte. L'écrivain Max Frisch disait: «Il faut se servir de la liberté pour l'élargir, sans cela elle s'use, elle prend la rouille et perd de sa force.» L'élargissement des droits civiques proposé par Jean Ziegler vient, à mon avis et contrairement à ce qui a été dit ici par certains orateurs, tout à fait à son heure.

Face à la crise économique, à la situation difficile d'aujourd'hui, les problèmes ont pris une dimension, une acuité nouvelle; les luttes vont s'intensifier, se durcir. Que les jeunes, par l'octroi des droits civiques à l'âge de 18 ans, soient confrontés plus tôt avec les problèmes concrets du pays, avec ceux de la société où ils vivent, cela ne pourra être à mon sens que bénéfique. Cela ne pourra être qu'une école profitable pour ceux d'entre eux qui s'engagent dans la politique et sont parfois tentés par les charlatans des grandes formules et des théories creuses. Cela les amènera à s'occuper tout jeunes des problèmes concrets si accaparants et aussi si intéressants. Je partage l'opinion exprimée ici par M. Gautier. Jean Ziegler pense, semble-t-il, que les jeunes voteraient plus à gauche. Personnellement, je n'en crois rien non plus. Il s'agit là de la crainte de certains qui pensent à une influence irrésistible du socialisme sur la jeunesse, à une avance de la gauche. Ce n'est en tout cas pas cette théorie qui m'amène à défendre cette idée, car je la défendrais sachant même que l'introduction de ces droits produirait l'effet contraire. En République fédérale allemande récemment, on a constaté que les jeunes aujourd'hui s'orientent à nouveau davantage vers le conservatisme. A titre d'exemple, je pourrais citer le grand succès l'an dernier du Congrès de l'Union des écoliers, organisation proche de la démocratie chrétienne et qui compte 25 000 membres. Certes, quelques théoriciens de politique gauchiste, avec leurs interminables discussions sur la lutte des classes, ont fini par porter sur les nerfs des étudiants et des écoliers. Mais le problème n'est pas le profit ou le non-profit pour la gauche. Ce n'est pas ainsi qu'il faut poser la question. Il nous faut admettre qu'il manque chez nous une véritable politique de la jeunesse. Personnellement, je crois que l'octroi des droits civiques à 18 ans fait partie d'une telle politique intelligemment réfléchie. Aussi j'appuie l'initiative de Jean Ziegler. Je crois aussi que, sans trop tarder, le peuple suisse doit avoir la parole pour répondre à cette question, même si son avis devait être négatif. Ce sera un premier essai et je ne pense pas qu'il nous conduira au but. Il faudra, probablement, comme en matière de suffrage féminin, plusieurs essais.

Mais je voudrais, puisque je suis à cette tribune, protester contre les déclarations de M. Zwygart qui veut nous faire

croire qu'il ne s'agit pas là d'un problème. Effectivement, c'est bien un problème. Je veux aussi protester contre ceux qui cherchent à tourner en ridicule M. Ziegler parce qu'il n'a pas pu, occupé comme il est, participer une fois à une séance de commission. Là n'est pas la question.

Chacun a souligné, après les élections d'octobre, la participation misérable qui était certes la caractéristique essentielle de ces votations, avec l'avance socialiste accessoirement! C'est à l'égard de cette participation misérable qu'il nous faut très sérieusement, en tant que parlementaires, nous poser des questions. La crainte d'une défaite, dans la question de cette introduction du droit de vote à 18 ans, ne devrait pas trop nous effrayer. Nous devrions avoir le courage de notre opinion, si opinion il y a à ce sujet. Que le peuple se prononce! il n'est pas permis de douter de ce que l'on croit légitime et il faut soutenir une idée juste même si les chances d'un succès rapide ne sont pas absolues, et ce n'est qu'un euphémisme de le dire ainsi... Drôle de réalisme politique tout de même que celui de ceux de nos collègues qui se disent pour et votent contre! Je vous prie d'accepter l'initiative de Jean Ziegler.

Schaffer: Ich habe mich vor einiger Zeit gegen einen Vorstoss ausgesprochen, mit welchem das Mündigkeitsalter auf 18 Jahre herabgesetzt werden sollte. Aber ich vermisse die Mündigkeit nicht mit den staatspolitischen Rechten. Wenn ich für das Stimmrecht der 18jährigen bin, so bin ich gewissermassen zugleich für eine ausgleichende Gerechtigkeit; denn in den letzten Jahrzehnten hat sich eine zunehmende Ueberalterung ergeben, und unter den alten Leuten hat es viele, die weit weniger urteilsfähig sind als 18- bis 20jährige und die trotzdem stimmen und wählen können, ja es hat solche darunter, die bei Wahlen vielfach mehr oder weniger an die Urne geschleppt werden.

Stichwort Mündigkeit: Auch bei den Erwachsenen, also über 20jährigen, herrscht in dieser Beziehung eine wesentliche Ungerechtigkeit, die ich im jetzigen Moment auch erwähnen möchte. Es gibt viele Bevormundete, also Entmündigte, die absolut urteilsfähig sind und damit in der Lage wären, zu stimmen und zu wählen, und es gibt viele nicht urteilsfähige Erwachsene, die nicht entmündigt und deshalb stimm- und wahlberechtigt sind. Die Anwendung der Vorschriften über die Bevormundung ist eben von Gemeinde zu Gemeinde verschieden.

Ich habe verschiedene Vorstösse zur Förderung des staatsbürgerlichen Unterrichts und des staatspolitischen Interesses hier in diesem Räte gemacht. Schon mein erster Vorstoss galt der Förderung des staatspolitischen Interesses. In einem Postulat wünschte ich Abklärung des Standes des staatsbürgerlichen Unterrichtes in unserem Lande und Vorschläge zur Verbesserung der bestehenden unzulänglichen Verhältnisse. Ich war vor allem nicht zufrieden mit dem Bericht, der über unsere Jugend erschienen ist und der das Problem der staatsbürgerlichen Schulung einfach übergang. Auch Herr Nebiker hat sich enttäuscht geäußert über das bestehende mangelnde Interesse an öffentlichen Fragen bei Jugendlichen. Aber solange in verschiedenen Schulen der staatsbürgerliche Unterricht ein stiefmütterliches Dasein fristet, muss man sich nicht wundern, wenn das nötige Interesse eben nicht vorhanden ist. Wenn man einmal mit diesem Unterricht vorwärtskommen würde, wäre das Problem viel einfacher. Ich stimme deshalb neben meiner grundsätzlichen Ueberzeugung auch aus dem Grund für die Initiative, damit die Förderung des staatsbürgerlichen Unterrichtes wieder einmal aktualisiert und als Notwendigkeit vermehrt anerkannt wird. Ausserdem wiederhole ich, dass ein Gegengewicht zur Ueberalterung einem Gebot der Gerechtigkeit und staatspolitischen Notwendigkeit entspricht. Letztlich möchte ich noch erwähnen, dass sehr wohl nicht alle Jugendlichen an die Urne gehen würden. Das tun auch die Erwachsenen nicht. Aber unserer Demokratie ist am meisten gedient, wenn möglichst viele produktiv an ihrem Ausbau mitarbeiten. Eine Reduktion des Stimmrechtsalters auf 18

Jahre lässt sich auch von diesem Gesichtspunkt aus ver-
antworten.

Gerwig: Ich komme nach vorne, um zwei, drei Bemerkungen anzubringen, weil mich die Argumente der Gegner der Initiative Ziegler enttäuscht haben. Es ist immer dasselbe Bild, und ich kenne es schon vier Jahre länger als Herr Alder. Man kommt liebevoll nach vorne, beginnt wohlwollend, bekundet sein grosses Interesse gegenüber der Jugend und deren Anliegen, die ernst zu nehmen seien – worauf man die Forderungen der Jugend ablehnt. Grundsätzlich sagt man ja, aber konkret will man nichts tun. Immer wenn etwas Aufgeschlossenes konkrete Formen annimmt, wird es abgelehnt. Herr Schaller, der über eine noch viel grössere parlamentarische Erfahrung verfügt als ich, hat es treffend dargelegt. Er hat gesagt, wir müssten diesen ernst zu nehmenden Vorstoss in ein Postulat umwandeln. Herr Schaller weiss aber ganz genau, wieviel ein Postulat wert ist. Er hat erklärt, ein Postulat mache niemandem weh. Wir als Parlament wollen indessen vielleicht dann und wann auch jemandem weh tun, z. B. die Vorrechte der 20- bis 100jährigen etwas abbauen und dafür die 18- bis 20jährigen in die Verantwortung einbeziehen.

Man wendet ein, der Zeitpunkt für die Realisierung des Begehrens sei, politisch gesehen, noch nicht gekommen. Noch nie ist es politisch Zeit gewesen, wenn man ein Postulat durchbringen wollte! Ich möchte das insbesondere Herrn Bundesrat Furgler sagen. Glauben Sie, dass es für die Verbesserung des Kindesrechts, welche Vorlage wir jetzt – hervorragend vorbereitet – durchgebracht haben, politisch Zeit ist? Glauben Sie, dass das Volk dem Abbau der Vorrechte des Vaters oder der Legitimierung eines Ehebruch-Kindes zustimmen würde, wenn man es dazu ganz konkret fragen würde? Die Vorlage wird gut verpackt als ein Gesetz, das von 166 Nationalräten unterstützt wird, dem Volk unterbreitet, damit niemand merkt, was in diesem Gesetz alles enthalten ist. Ich erinnere in diesem Zusammenhang auch an den ewigen Slogan vor der Einführung des Frauenstimm- und -wahlrechts. Man erklärte damals, die Frauen wünschten dieses Recht gar nicht. Ähnlich argumentiert man heute. Ich sage indessen: Wenn auch nur zwei dieser 18- bis 20jährigen das Stimm- und Wahlrecht wünschten, so sollten wir das Begehren verwirklichen. Man wendet ferner ein, die 18- bis 20jährigen seien für das Stimm- und Wahlrecht noch nicht reif. Vielleicht könnten die 18- bis 20jährigen in ähnlichem Sinne auch über unsere Reife diskutieren. In den USA, in England, Deutschland und Frankreich, überall sind die 18- bis 20jährigen stimmberechtigt. Glauben Sie, dass die Jugend in diesen Ländern so wesentlich viel reifer ist als bei uns? Nein, das glaube ich wirklich nicht.

Wenn man ausführt, der Vorstoss sei aussichtslos, so möchte ich Ihnen antworten: Wir sollten nicht immer Realisten sein. Wir müssen auch einmal einen Vorstoss zu unterstützen wagen, der aussichtslos erscheint.

Nun komme ich auf das Problem des staatsbürgerlichen Unterrichts zu sprechen. Glauben Sie, dass wir damit etwas erreichen? Der staatsbürgerliche Unterricht – ich nehme gerne Kantone von dieser Bemerkung aus, wenn man mir den Gegenbeweis antritt – liegt bei uns im argen. Es ist heute in dieser Beziehung noch schlimmer als zu meiner Zeit. Es gibt kaum einen vernünftigen staatsbürgerlichen Unterricht, besonders nicht an den Gymnasien, dort ist die Situation am schlimmsten. Glauben Sie nun, dass durch das Wohlwollen das Verständnis gefördert wird? Nein, das Verständnis wird vielmehr gefördert durch eine Volksabstimmung, auch wenn sie negativ ausgeht. Dann wird das Volk an der Sache interessiert. So war es auch beim Frauenstimmrecht.

Es kommt ein Weiteres hinzu. Wir haben ein Interesse daran, die Jugend zu integrieren und zu engagieren. Wir müssen sie in die Verantwortung einbeziehen. Herrn Zwygart möchte ich sagen: Jugendliche zwischen 18 und 20 Jahren bezahlen ebenfalls Steuern, wenn sie nicht mehr zu Hause wohnen, und es gibt deren sehr viele. Die Jugend zwi-

schen 18 und 20 geht in den Militärdienst. Ich bin auch vor 20 im Militärdienst gewesen.

Dann noch etwas, auf das Herr Schaffer hingewiesen hat: Wir haben ein ausserordentliches Ungleichgewicht zwischen den Alten und den Jungen. Die Alten werden immer zahlreicher; wir werden immer älter. Es ist für unsere Struktur ausserordentlich wichtig, dass wir dieses Ungleichgewicht beseitigen.

In diesem Sinne möchte ich für Herrn Ziegler eintreten. Ob er nun hier ist oder ob er weg ist: Das Problem ist immer das gleiche!

Sigrist: Ich muss hier offen bekennen, dass ich im Grunde ein Befürworter der Ueberlegungen der Initiative bin. Ich habe schon vor zehn Jahren in Zürich eine Motion des Herrn Tanner unterstützt. Ich bin voll davon überzeugt, dass Junge mit 18 Jahren reif sein können; wie es auch andere gibt, die mit 25 immer noch nicht reif sind.

Es geht mir wie beim Frauenstimmrecht seinerzeit: Wenn nur einige und nur wenige mehr sind in unserem Volk, die mitdenken, dann ist das etwas Positives. Auch das Argument der prozentualen Stimmbeteiligung, die abnehmen könnte, zählt bei mir nicht, denn es sind zahlenmässig doch mehr Leute, die mitdenken. Aber man muss die Tatsachen zur Kenntnis nehmen. Die Resultate in den Kantonen sprechen eine zu deutliche Sprache.

Ich bin darum gegen die Initiative, weil wir der guten Sache, die ich irgendwann einmal realisiert haben möchte, durch eine sicher sehr grosse Nein-Mehrheit einen schlechten Dienst erweisen werden. Ich bin aber auch gegen die Form der Motion. Das Problem bleibt in unseren Köpfen ohne diese Motion in der Schublade der Regierung. Den sogenannten frühest geeigneten Zeitpunkt für einen neuen Vorstoss werden wir als Volksvertreter sicher ebenso gut verspüren wie die Regierung. Wir werden durch neue Vorstösse dann selbst festlegen, wann der Zeitpunkt für gekommen erscheint.

Ich bitte Sie deshalb, Initiative und Motion abzulehnen.

M. Pagani, rapporteur: En tant que président de la commission, je dois rendre justice à M. Ziegler auquel M. Zwygart a reproché une absence lors de la deuxième séance de la commission. Il est vrai que M. Ziegler n'était pas présent mais c'était pour des raisons de santé; par téléphone il m'avait fait part, à l'avance, de son absence. La décision sur l'initiative ayant déjà été prise au cours de la première séance de la commission, M. Ziegler a renoncé à demander un renvoi de la commission. Il était donc absent mais excusé. J'ai donné moi-même au début de la séance de la commission cette justification.

Un rapport écrit vous a été distribué. Je ne prolongerai donc pas ce débat par l'exposé des motifs qui a été largement développé aujourd'hui et qui est d'ailleurs contenu dans le rapport écrit. Je me bornerai à faire quelques remarques sur les travaux et les conclusions de la commission tout en soulignant que je partage personnellement l'avis de M. Ziegler et que je suis favorable à l'initiative.

Il y a deux ans, j'ai déposé une motion dans laquelle je demandais que soit abaissé à 18 ans l'âge de la majorité civile. Précédemment, deux postulats concernant la majorité civique, ceux de MM. Tanner et Ulrich, avaient été acceptés par le Conseil fédéral, alors que la motion de M. Schaller qui demandait d'abaisser la majorité civile et civique été rejetée, d'ailleurs à une très faible majorité.

D'une part, la commission, à une très faible majorité de 8 voix contre 7, vous invite à ne pas donner suite à l'initiative de M. Ziegler et à la classer. D'autre part, la commission, cette fois à une sensible majorité, vous propose une motion par laquelle le Conseil fédéral est invité à proposer aux Chambres fédérales une modification de la constitution et du code civil visant à abaisser à 18 ans l'âge exigé pour la majorité civile et civique. Cela signifie que la commission approuve le principe de l'abaissement de l'âge à 18 ans, non seulement pour l'exercice des droits politiques mais aussi pour l'exercice des droits civils.

La commission laisse cependant au Conseil fédéral le soin de choisir le moment le plus opportun pour proposer les modifications constitutionnelles et législatives nécessaires. Le texte de la motion contient en effet la précision suivante: dans les délais les plus favorables, «im frühest geeigneten Zeitpunkt». C'est bien ce que M. Gautier a vu. En commission, nous n'avons pas voulu le postulat, mais nous avons préféré la motion justement parce que nous ne voulions pas la «Schubladisierung». Nous voulions que cela soit clair. Seulement, nous avons laissé au Conseil fédéral une certaine latitude pour décider à quel moment il fallait proposer ces modifications. La commission espère avoir donné au Conseil fédéral la possibilité d'accepter finalement cette motion, après les divers postulats qu'il a déjà acceptés en la matière.

Bundesrat Furgler: Der Bundesrat befindet sich in einer etwas merkwürdigen Situation. Nach Ihrem eigenen Geschäftsverkehrsgesetz hat der Bundesrat bei Initiativen eine Sonderstellung. Der Vorschlag eines Ratsmitglieds wird sämtlichen Mitgliedern des Rates sowie dem Bundesrat zur Kenntnis gebracht (Art. 21 septies des Geschäftsverkehrsgesetzes). Der Rat bestellt zur Prüfung des Vorschlags eine Kommission. Die Kommission überweist das Ergebnis ihrer Beratungen zusammen mit einem erläuternden Bericht dem Bundesrat zur Stellungnahme.

Wir erhielten Ihre Protokolle und stellten fest, dass Ihre eigene Kommission die Initiative ablehnt, dass sie also auf den Vorschlag von Herrn Ziegler, das Stimmrecht und die Wählbarkeit bereits für 18jährige einzuführen, nicht eingeht. Ich muss das erwähnen, weil die beschränkte Handlungsfähigkeit des Bundesrates in diesem Moment – sofern er Ihr Geschäftsverkehrsgesetz respektiert – sehr deutlich wird.

Ein Teil der Mehrheit lehnt die Herabsetzung des Stimmrechts- und des Wählbarkeitsalters grundsätzlich ab (Satz 1 aus den Erwägungen Ihrer Kommission, Beilage 3). Ein Teil der Kommissionsmitglieder ist mit der Anregung des Initianten grundsätzlich einverstanden. Sie halten jedoch im heutigen Zeitpunkt eine Herabsetzung des Stimmrechts- und Wählbarkeitsalters für verfrüht (Satz 1, Absatz 2, Beilage 3). Eine starke Minderheit der Kommission unterstützt die Initiative und erachtet es für politisch richtig, sie Volk und Ständen jetzt zur Abstimmung zu unterbreiten. Man wäre geneigt zu sagen: *variatio delectat!* Jeder möge diesem bunten Korb mit Blumen, je nach Eignung, den Kaktus oder die Rose entnehmen, wobei die Rose noch Dornen hat. Aber nun die überraschende Schlusspointe: Eine Motion, mit der Sie vom Bundesrat das verlangen, was die Kommission nicht will!

Ich frage Sie nun, mit dem tiefen Respekt, der dem Bundesrat eigen ist gegenüber dem Parlament: Darf man das überhaupt? (Heiterkeit) Wenn Sie nicht wollen, dürfen wir es tun? Ihre Kommission hätte es in der Hand gehabt, der Initiative zuzustimmen, worauf dann der Bundesrat hätte Stellung nehmen müssen.

Arbeitshypothese: Sie beschliessen heute entgegen dem Antrag Ihrer Kommission, dann hat das nach Ihrem Geschäftsverkehrsgesetz die Folge, dass die Kommission sich wieder zusammenfinden muss, einen Bericht verfasst, diesen dem Bundesrat zuleitet und der Bundesrat seinerseits dazu Stellung nimmt. An dieses Prozedere sind wir gebunden. Aber ich glaube, nicht fehl zu gehen, wenn ich feststelle: Die Ablehnung einer Initiative durch die Vorberatende Kommission kann nicht zu einer Motion an den Bundesrat führen, da dieser den Initiantenauftrag ja gar nicht erfüllen darf. Sonst beginnen wir unsere Instrumente stumpf zu machen, unverständlich für die gleiche Jugend, die wir zur Beteiligung an unserem Staat einladen. Darüber sind wir alle einig. Ich durfte das seinerzeit Herrn Nationalrat Schaller bei der Beantwortung seines Vorstosses, dann Ihrem Kommissionspräsidenten bei der Beantwortung seines Vorstosses mit aller Deutlichkeit sagen. Der Bundesrat hat ausserordentlich viel Verständnis für diese Wünsche, sucht er doch mit Ihnen nach Verbesserungen, nach einer Sicht-

barmachung unserer staatlichen Institutionen, damit möglichst viele junge Menschen in der Gemeinde, im Kanton und im Bund wieder teilhaben an der Eidgenossenschaft, die von der Teilhabe und Teilnahme ihrer Bürger lebt. Ich möchte deshalb eigentlich nicht auf die taktische Seite der Angelegenheit eingehen. Ich verspürte auch aus sehr vielen Voten den echten Willen, unseren Staat zu verbessern, und ich möchte diesen Gedanken im Raume stehen lassen. Natürlich hätte es mich sehr gereizt, Herrn Nationalrat Ziegler etwas nuancierter zu antworten, vor allem dort, wo er vom Ballspiel sprach. Ich weiss nicht, ob er bei Pazmandy oder bei Sundermann in die Schule geht, ob er sich für die zweite Halbzeit, in der man heute mit 13 Mann spielen kann, da oder dort ein Trikot überzieht. Lassen wir das für den Augenblick beiseite!

Sicher ist, dass der Wille aller Beteiligten – unbeschadet ihrer Farbe – spürbar wurde, die Jugend zur Teilnahme am Staat einzuladen. Aber nehmen Sie es dem Bundesrat nicht übel, wenn er in dieser ausnahmsweise beschränkten Handlungsfähigkeit, die ihm Ihr Geschäftsverkehrsgesetz einräumt, sagt: Bitte, entscheiden Sie doch selbst über Ihre Initiativen; bitte, lehnen Sie nicht Initiativen ab, um sie dann gleichzeitig mit einer Motion zu übertünchen; sonst wird diese Demokratie für die Jungen sicher nicht mehr deutlich spürbar.

Ich möchte keineswegs formaljuristisch fehlinterpretiert werden. Ich halte dafür, dass der Entscheid, den Sie fällen, für uns wegweisend ist. Stimmen Sie der Initiative zu, so erwarten wir den Bericht Ihrer Kommission, worauf wir sehr sorgfältig dazu Stellung nehmen werden. Lehnen Sie die Initiative ab, muss ich in Respektierung Ihres Willens sagen: Der Bundesrat ist nicht in der Lage, eine Motion, die das gleiche will, entgegenzunehmen. Diese Art Langschuss – nachdem Sie den Kurzschuss fehl platziert haben – würde ebenfalls daneben gehen; das ergibt sich schon aus dem Begriff Kurz- und Langschuss.

Ein Postulat, wenn es zur Vereinfachung des Verfahrens beiträgt? Da kann ich nur antworten: Wir sind jetzt schon am Prüfen. Ich möchte aber nicht, dass das fehlgedeutet wird, wie es begreiflicherweise von einzelnen Rednern angetönt wurde, die da sagten: Zu guter Letzt nimmt man dann irgendein Postulat entgegen und macht trotzdem nichts. Mir geht es um den Respekt gegenüber der Initiative – ich hoffe, dass ich das deutlich gemacht habe – und um das Verhältnis zwischen Initiative und Motion.

Alle soziologischen Zusammenhänge mit der Stimmabstimmung – ich darf das bei dieser Gelegenheit sagen –, vor allem wie sie deutlich nach den letzten Urnengängen geworden ist, werden von uns ohne Sonderauftrag sehr einlässlich untersucht; wir werden Ihnen darüber berichten. Dabei haben wir eine grosse Sorge: Bei der Befragung jener Mitbürger, die nicht gestimmt haben, wissen wir jeweils nicht hundertprozentig, ob man bei der Motivforschung, also wenn die Antworten gesammelt werden, richtig liegt. Darüber müsste man sich noch unterhalten.

Ich fasse zusammen: Nehmen Sie die Initiative an, so geht das Geschäft zurück an die Kommission, und der Bundesrat kommt zum Zug. Der Bundesrat wird die sich stellenden Fragen frei werten. Lehnen Sie die Initiative ab, so bin ich nicht in der Lage, diese abgelehnte Initiative in der Form einer Motion entgegenzunehmen. Das wäre mit Ihren Instrumenten falsch gespielt. Mit anderen Worten: Ich würde mit gezinkten Karten spielen, und das trauen Sie doch einem Bundesrat nicht zu!

M. Pagani, rapporteur: Je dois donner une précision à ce Conseil, après ce que vient de dire M. le conseiller fédéral. On ne peut confondre l'initiative et la motion de la commission. L'initiative proposait d'abaisser à 18 ans l'âge de la majorité civique alors que la motion voudrait abaisser à 18 ans l'âge de la majorité à la fois civique et civile; c'est autre chose. L'initiative de M. Ziegler était rédigée de toutes pièces; selon notre règlement, il n'appartenait pas à la commission de la modifier. En revanche, par la voie de la motion, la commission a pu proposer à ce Conseil

l'abaissement de l'âge de la majorité civique et civile. Voilà donc la justification de la motion, qui ne remplace pas l'initiative mais qui est quelque chose d'autre.

Präsident: Wir können abstimmen. Die Kommissionsmehrheit beantragt, die Initiative abzulehnen; die Kommissionsminderheit beantragt, ihr Folge zu geben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	60 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	65 Stimmen

Präsident: Damit geht die Initiative an die Kommission zurück; über die Motion brauchen wir nicht abzustimmen.

12 201

Interpellation Oehen. Planung und Bevölkerungsstabilisierung Stabilisation démographique et planification des équipements collectifs

Wortlaut der Interpellation vom 9. Dezember 1974

Der Rückgang der Geburtenzahlen und der Abbau der ausländischen Wohnbevölkerung bewirken, dass die Bevölkerungsprognosen der sechziger Jahre mit 10 Millionen Einwohnern im Jahre 2000 zur Illusion werden; neuere demographische Studien, die mit 7,5 Millionen im gleichen Zeitraum rechneten, dürften ebenfalls bereits als überholt zu betrachten sein.

Da die Planung der Infrastruktur und die Raumplanung mit dauernder Bevölkerungsvermehrung rechnen, besteht die Gefahr der Uebersorgung mit öffentlichen Leistungen. Sobald lediglich noch die Ersatznachfrage befriedigt werden muss, sind die heutigen Planungsgrundlagen völlig falsch.

Wir ersuchen den Bundesrat deshalb um die Beantwortung folgender Fragen:

1. Wie gedenkt der Bundesrat zu verhindern, dass eine überdimensionierte Infrastruktur entsteht?
2. Welche Massnahmen sind vorgesehen, um Fehlinvestitionen der öffentlichen Hand und der privaten Wirtschaft möglichst tief zu halten?
3. Hält es der Bundesrat nicht für richtig, dass insbesondere das Raumplanungsgesetz im Lichte dieser Entwicklung einer nochmaligen Prüfung und Anpassung an die neuen Gegebenheiten unterzogen wird?

Texte de l'interpellation du 9 décembre 1974

Le recul du taux des naissances et la réduction de l'effectif de la population étrangère de résidence rendent purement illusoire les prévisions faites durant les années soixante, selon lesquelles la population de la Suisse atteindrait 10 millions d'âmes en l'an 2000. De nouvelles études démographiques prévoyant une population de 7,5 millions à la même époque doivent être également considérées comme dépassées.

Les travaux de planification relatifs à l'équipement collectif et l'aménagement du territoire se fondant sur un accroissement continu de la population, il est à craindre qu'on n'en arrive à une pléthore de prestations publiques. Or, dès qu'il ne s'agit plus que de satisfaire des besoins de remplacement, les bases actuelles de la planification sont absolument inadéquates.

Le Conseil fédéral est donc invité à répondre aux questions suivantes:

1. Quelles mesures pense-t-il prendre pour ne pas créer un équipement collectif disproportionné?
2. Quelles mesures a-t-on prévues pour arriver à limiter le plus possible les erreurs pouvant être faites en matière d'investissements par les pouvoirs publics et l'économie privée?
3. Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas judicieux, compte tenu de l'évolution dont il vient d'être question, de soumettre en particulier la loi sur l'aménagement du territoire à un nouvel examen et d'adapter cette législation aux circonstances nouvelles?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bräm, Breny, Jaeger-Basel, Müller-Zürich, Naegeli, Reich (6)

Oehen: Seit der Einreichung meiner Interpellation vor etwas mehr als einem Jahr haben die aufgeworfenen Fragen an Aktualität und Bedeutung gewonnen. Die Entwicklung der Wohnbevölkerung für die nächsten Jahre zeichnet sich wesentlich klarer ab. Gleichzeitig sind die Rufe nach rascher Verwirklichung geplanter Infrastrukturaufgaben als Folge der Rezession drängender geworden. Wir alle erinnern uns, wie hier noch letzte Woche einige hundert zusätzliche Millionen Franken von gewisser Seite als Konjunkturspritze locker gemacht werden sollten, ohne dass die Bedürfnisfrage genau abgeklärt oder die Planung überhaupt genügend weit gediehen gewesen wäre.

Überall in den Gemeinden versucht das zur Redimensionierung verurteilte Bauhaupt- und Nebengewerbe, Infrastrukturbauten rasch bis zur Baureife zu fördern, um den zeitlich vermeintlich begrenzten Rückgang der Bauaufträge zu überbrücken. Dabei ist zu bedenken, dass an den meisten Orten, wie im Kanton Bern, rund zehnmal mehr Land als Bauzone ausgeschieden ist, als tatsächlich für die nächsten 10 bis 15 Jahre benötigt wird. Die Gefahr, dass sinnlose Erschliessungsarbeiten vorgenommen werden, ist also gross. Von der falschen Annahme einer nur vorübergehenden Rezession im Baugewerbe drohen somit grosse Fehlleistungen, und damit Schäden an unserer Volkswirtschaft, die verhindert werden müssen.

Lassen Sie mich kurz begründen, wieso wir davon ausgehen, dass auch die mit 7,5 Millionen Einwohnern im Jahr 2000 nach unten revidierten Planungszahlen falsch sind und die Erwartungen nochmals wesentlich tiefer angesetzt werden müssen. Die demographische Entwicklung in unserem Lande beruhigt sich zusehends. Nach den jährlichen Zunahmen der Wohnbevölkerung um durchschnittlich 66 000 Personen im Jahrzehnt 1950–1960 und 90 000 Personen im Jahrzehnt 1960–1970 ist die Zunahme in den ersten vier Jahren des laufenden Jahrzehnts noch durchschnittlich 43 000 Personen oder ungefähr gleichviel wie im Durchschnitt der Jahre 1940–1950. Das Jahr 1975 nun dürfte eine deutlich negative Wanderungsbilanz ausweisen, die voraussichtlich durch den Geburtenüberschuss von rund 25 000 Personen nicht voll ausgeglichen werden wird. Wir dürfen hoffen, dass der weitgehend unfreiwillig eingeleitete Abbau der Ueberfremdung und damit der Ueberbevölkerung einige Jahre anhalten wird. Da gleichzeitig der Geburtenüberschuss auf eine ähnliche Grössenordnung wie in den dreissiger Jahren, also zirka 15 000 Personen, sinken dürfte, ist es denkbar, ja wahrscheinlich, dass unsere Wohnbevölkerung bis zum Ende des Jahrzehnts die Zahl von 6,5 Millionen Personen nicht überschreiten wird. Da dann mit grosser Wahrscheinlichkeit bereits die weltweiten Versorgungsschwierigkeiten aktuell sein werden, ist eine neue, wesentliche Vermehrung unserer Wohnbevölkerung – sei es durch Wanderungsgewinn oder Geburtenüberschuss – kaum zu erwarten. Gleichzeitig hat der Bundesrat dieser Tage erneut seinen Willen bekundet, durch die Annahme des Postulates Nigg/Trottmann, dass er gegen eine weitere Entleerung der Rand- und Berggebiete geeignete Massnahmen ergreifen will. Selbst bei minimalstem Erfolg dieser Bemühungen müsste es in den Agglomerationen in den nächsten Jahrzehnten praktisch zu einem demographi-

Initiative Ziegler-Genf. Stimmrecht und Wählbarkeit für 18jährige

Droit de vote et d'éligibilité abaissé à 18 ans

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1975
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.223
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.12.1975 - 16:00
Date	
Data	
Seite	1839-1849
Page	
Pagina	
Ref. No	20 004 435

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.